

Guide d'élections solidaires

de Développement et Paix – Caritas Canada



Développement
et Paix

CARITAS CANADA

Les Canadiennes et les Canadiens se rendront aux urnes le 28 avril 2025 !

En tant que mouvement de solidarité catholique, Développement et Paix – Caritas Canada encourage la population canadienne à tenir compte de la vaste et profonde tradition de l'enseignement social de l'Église au moment de choisir leurs représentant.e.s politiques. Comme l'a dit le pape François dans un message aux mouvements populaires, « La doctrine sociale de l'Église ne contient pas toutes les réponses, mais elle possède certains principes qui peuvent aider ce chemin à concrétiser les réponses et aider tant les chrétiens que les non-chrétiens. »

Notre monde est de plus en plus instable et incertain. Alors que nous avons plus que jamais besoin d'une coopération internationale pour relever des défis de taille tels que les changements climatiques, les inégalités et la guerre, l'espace de dialogue entre les pays se rétrécit. Les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, l'Union européenne et plusieurs pays d'Europe ont fortement réduit leurs budgets consacrés à l'aide internationale et au développement, détournant souvent ces fonds vers la défense, signe sinistre que notre monde choisit de se préparer à la violence plutôt qu'à la solidarité.

Pourtant, en cette année jubilaire, nous restons des pèlerins de l'espoir. Il serait facile de penser que la politique est trop épuisante, que le vote est trop inefficace et que nos voix ne comptent pas assez pour justifier la participation à une élection. Comme nous le rappelle le pape François dans *Laudato Si'*

(§179), le contrôle du pouvoir politique par les citoyennes et les citoyens est la clé d'une planète saine et habitable. Si le vote aux élections n'est qu'une expression de notre activité politique, c'est une expression importante, et les élections offrent une occasion unique de débattre de questions et de valeurs en public.

Inspiré.e.s par l'enseignement social de l'Église, nous encourageons également les Canadiennes et les Canadiens à réfléchir à la manière dont les choix que nous faisons au Canada touchent les populations du monde entier. Cette année, nous avons demandé à nos partenaires du Sud comment le Canada les affecte et quels types de valeurs ils prendraient en compte s'ils pouvaient voter lors d'une élection canadienne. Nous avons organisé leurs réponses autour de quelques thèmes communs. Comme nous sommes un mouvement de solidarité, nous pouvons amplifier les voix de celles et ceux qui ne sont pas souvent entendu.e.s dans les conversations canadiennes. Vous pouvez utiliser ces voix pour vous aider à engager les candidat.e.s qui se présentent pour vous représenter au gouvernement. À la fin de ce guide, nous avons suggéré quelques questions que vous pourriez envisager de leur poser, en vous inspirant du travail de nos partenaires et de nos campagnes.

Lors de cette élection, faisons de la coopération, de la justice et de la solidarité des valeurs essentielles de notre politique !



Aide internationale

LE SAVIEZ-VOUS ?

Bien que le Canada se soit engagé à plusieurs reprises à porter son aide publique au développement (APD) à 0,7 % de son revenu national brut (RNB), il n'a jamais atteint ce niveau. Aujourd'hui, le Canada ne consacre que 0,38 % de son RNB à l'aide internationale. Les investissements canadiens dans l'aide humanitaire et l'aide au développement ont permis à nos partenaires de réaliser des choses remarquables, qu'il s'agisse de reconstruire après des catastrophes climatiques ou de construire des fermes agroécologiques. Alors que l'aide internationale diminue dans le monde, le Canada a l'occasion de jouer un rôle de leader, en montrant à ses voisins que nous sommes prêts à construire un monde fondé sur la paix, la justice et l'égalité.



LA VOIX DE NOS PARTENAIRES

Le Canada est un pays influent en Indonésie. Depuis plus de quarante ans, le Canada soutient le développement de l'Indonésie par le biais de sa coopération internationale et de son aide au développement.

Karno Batiran
PAYOPAYO, Indonésie

Compte tenu de la situation actuelle de réduction des financements de l'USAID, de nombreuses organisations de la société civile dans le monde sont susceptibles de fermer leurs portes, et tout le bon travail qu'elles ont accompli pendant de nombreuses années pour promouvoir les droits de humains, la justice sociale, l'égalité des genres et la justice climatique prendra également fin.

Je voudrais demander aux électrices et aux électeurs canadiens de voter pour un parti qui promeut les droits humains, l'égalité des genres, la justice sociale, les protections sociales, le travail décent, la justice climatique et l'éducation dans les pays du Sud. Les électrices et les électeurs doivent faire campagne pendant la saison électorale pour augmenter l'aide étrangère aux pays du Sud.

Chan Ramy
Programme de développement des ressources de la jeunesse (YRDP), Cambodge

Considérez le rôle social et humanitaire de toutes les Canadiennes et de tous les Canadiens dans l'aide aux personnes appauvries de ce monde, dans d'autres pays, comme l'Indonésie. Je voudrais dire à mes sœurs et frères du Canada : soutenez les organisations humanitaires de ce pays, afin que nous puissions aider les autres au nom de tous les Canadien-ne-s.

Doni Akur
Caritas Indonésie

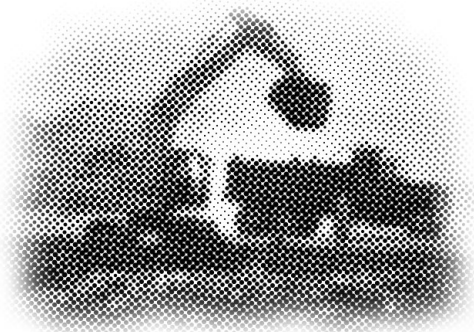
Votez pour des candidat-e-s qui font preuve de compassion, notamment à l'égard des besoins des personnes marginalisées. Votez pour des candidat-e-s qui croient que nous devons nous aider les uns les autres à l'intérieur et à l'extérieur de nos pays, en encourageant l'égalité au niveau mondial. Votez pour des candidat-e-s dont les programmes de réforme sociale sont concrétisés pour toucher celles et ceux qui ont le plus besoin de leur aide.

Alicia Murphy
Urban Poor Associates, Philippines

Matières extractives

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le Canada abrite une part importante des sociétés minières mondiales. Notre pays a une longue histoire avec l'industrie minière du globe. À son apogée, environ 75 % des sociétés minières du monde avaient leur siège au Canada. Dans les pays du Sud, là où l'exploitation a lieu, de nombreuses personnes signalent que l'exploitation minière est synonyme de violence, de violations des droits humains, de destruction de l'environnement et de problèmes de santé. Au fil des ans, nos partenaires du Sud ont souvent demandé aux Canadiennes et aux Canadiens de faire pression sur le gouvernement canadien pour qu'il réglemente les sociétés minières à l'étranger et leur donne accès à la justice dans les tribunaux canadiens. Aucune entreprise canadienne ne devrait être associée au préjudice, au gaspillage et à l'exploitation.



LA VOIX DE NOS PARTENAIRES

La coopération avec le Canada en matière de solidarité internationale a été et reste très fructueuse et importante. La difficulté réside dans la question des entreprises extractives. Bien qu'elles contribuent à générer des devises étrangères, elles sont souvent à l'origine de conflits avec les communautés qui défendent leurs territoires et avec les biens de la création, tels que l'eau et d'autres ressources naturelles fondamentales.

Humberto Ortiz Roca

Consejo Episcopal Latinoamericano y Caribeño (CELAM), Pérou

Garantir que les communautés minières d'accueil tirent le maximum de bénéfices de l'extraction des minéraux qui leur ont été donnés par Dieu, et que cela ne devienne pas une malédiction.

Sallieu Kamara

Réseau Mouvement pour la justice et le développement, Sierra Leone

De nombreuses entreprises intéressées par l'exploitation minière dans mon pays sont d'origine canadienne, et le gouvernement canadien n'a cessé d'insister sur la nécessité de modifier les politiques publiques afin de créer des conditions favorables à l'exploitation minière dans le pays. Les Canadiennes et les Canadiens doivent savoir que le Canada accueille de grandes multinationales qui exploitent les mines dans les pays du Sud et que des pressions sont exercées sur nos gouvernements pour qu'ils ouvrent des espaces afin d'attirer l'industrie minière dans notre pays. Sans se soucier de la protection des droits humains des populations, on fait passer l'intérêt économique avant la volonté des gens dans les communautés, et on n'applique pas les principes éthiques dans l'exploitation extractive, ce qui contribue à la corruption.

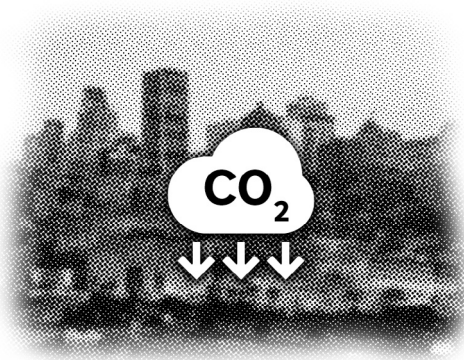
Donald Hernández Palma

CEHPRODEC, Honduras

Climat

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le Canada contribue de manière significative aux émissions de carbone qui sont à l'origine des changements climatiques. Parmi les dix principaux pays émetteurs de gaz à effet de serre, le Canada se classe au deuxième rang pour les émissions par habitant. Dans les pays du Sud, nos partenaires subissent le plus les effets des changements climatiques tout en y contribuant le moins. Compte tenu de son rôle dans les inégalités fondamentales et les dommages environnementaux causés par ses modes de production et de consommation, le Canada a une dette écologique envers les pays du Sud. Nous avons besoin de solutions plus audacieuses que jamais pour réduire nos émissions au niveau national, et nous avons besoin que le Canada augmente son financement international pour le climat afin d'aider les pays du Sud à atténuer les causes des changements climatiques et à s'adapter à ses effets néfastes. Cela implique également une contribution juste et équitable au financement des pertes et dommages liés au climat, qui donne la priorité aux organisations locales et communautaires.



LA VOIX DE NOS PARTENAIRES

Les changements climatiques sont un problème existentiel mondial majeur qui affecte tous les pays, mais particulièrement les pays appauvris du Sud, comme la Sierra Leone. Le Canada doit envisager d'influencer les actions climatiques mondiales qui réduiront les températures globales comme convenu lors des réunions de la COP.

Joseph Rahall
Paysage vert, Sierra Leone

Les Canadiennes et les Canadiens devraient voter pour des politiques qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre, soutiennent l'atténuation et l'adaptation et fournissent une assistance dans les situations d'urgence liées au climat.

Sallieu Kamara
Mouvement du réseau pour la justice et le développement, Sierra Leone

Je voterais pour celle ou celui qui proposerait une économie respectueuse des droits des autres, soucieuse d'inverser les effets négatifs des changements climatiques sur la planète et respectueuse de l'autodétermination des peuples.

Donald Hernández Palma
CEHPRODEC, Honduras

Questions aux candidat-e-s

L'aide internationale du Canada

Des pays comme les États-Unis et le Royaume-Uni réduisent le financement de l'aide et du développement à l'étranger, alors que les violations des droits humains, les conflits et les déplacements de population augmentent. Je suis membre de Développement et Paix – Caritas Canada, qui soutient les partenaires œuvrant pour la paix et la justice dans le monde entier.

- **Allez-vous vous engager à promouvoir une augmentation des investissements du Canada dans l'aide publique au développement (APD) afin de combler ces lacunes et de montrer au monde que le Canada s'engage à aider les autres ?**

Changements climatiques

Le Canada est l'un des principaux émetteurs de gaz à effet de serre, contribuant ainsi aux changements climatiques. Nous savons que les habitants des pays qui contribuent le moins aux changements climatiques sont celles et ceux qui en ressentent le plus les effets.

- **Que ferez-vous pour réduire considérablement les émissions au Canada et aider notre pays à devenir un leader en matière de justice climatique plutôt que de destruction du climat ?**

La paix

Le monde devient de plus en plus instable, la violence et les guerres se multiplient. Les gros titres des journaux montrent la dévastation et la souffrance des populations de Gaza, d'Ukraine, de la République démocratique du Congo et de bien d'autres endroits. Les institutions internationales telles que les Nations Unies et les tribunaux internationaux ne sont pas respectés par les pays les plus puissants.

- **Quelle priorité donnerez-vous à la paix, à la coopération internationale et au respect du droit international ?**

Responsabilité des entreprises : renforcer l'OCRE

Depuis plus d'une décennie, des centaines de milliers de Canadiennes et Canadiens implorant le gouvernement canadien de créer un poste de personne médiatrice indépendante ayant le pouvoir d'enquêter sur les abus et de réparer les préjudices causés par les entreprises canadiennes à l'étranger. Le gouvernement actuel a créé le Bureau de l'Ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises (OCRE) en 2019, mais ce bureau ne dispose pas des pouvoirs et de l'indépendance réclamés par les Canadien-ne-s.

- **Si vous êtes élu-e, allez-vous réformer et habiliter l'OCRE, en lui donnant la capacité de vraiment tenir les entreprises responsables ?**

Responsabilité des entreprises : adoption d'une loi sur la diligence raisonnable

obligerait les entreprises à faire preuve de diligence raisonnable en matière de droits humains et d'environnement. Une telle loi permettrait également aux communautés affectées par les activités des entreprises canadiennes à l'étranger d'avoir accès à la justice devant les tribunaux canadiens. Le gouvernement actuel s'est engagé à introduire une législation obligeant les entreprises canadiennes à faire preuve de diligence raisonnable lorsqu'il s'agit d'injustices en matière de travail dans leurs chaînes d'approvisionnement, mais il n'a pas réussi à le faire et sa proposition ne répond pas à ce que les Canadien-ne-s attendent de leur gouvernement.

- **Soutiendrez-vous une législation complète qui exige des entreprises qu'elles fassent preuve de diligence raisonnable en matière des droits humains et d'environnement, et qui permette à toutes les personnes affectées par les entreprises canadiennes d'avoir accès à la justice devant les tribunaux canadiens ?**